

Médéa Emploi, espoirs et incertitudes

Ils étaient 40.965 chômeurs en 2006, ils sont estimés à 28.045, soit une baisse du taux de chômage qui est passé à environ 11,86%, grâce aux secteurs de l'agriculture et de commerce, avec respectivement 3.851 et 3.308 emplois, selon les données de la direction de la planification et de l'aménagement du territoire (DPAT). Ce taux ne prend en compte que les demandeurs d'emploi inscrits à l'Anem, les détenteurs de la carte bleue, et l'exercice d'évaluation de l'emploi n'est pas mené sur la base d'une méthodologie et des techniques de calcul obéissant aux standards internationaux. C'est là que réside la fragilité de l'approche, sachant que les chiffres sur le chômage sont en deçà de la réalité. Les données reprises dans le document de la DPAT (décembre 2009) montrent que la part des emplois par secteur est de 44,44% pour l'agriculture, 16,65 % pour l'administration, 3,45% concernant le BTPH, 11,27% se rapportant au commerce, alors que l'industrie-artisanat, le transport et les services affichent respectivement 16,01%, 0,46% et 7,68%. Or, lorsqu'on sait que le taux d'emploi dépend du taux de croissance et des structures de productivité, il y a lieu de s'interroger sur les amortisseurs au flux annuel de demandes d'emploi (environ 14.000) qui s'ajoute au stock du chômage actuel dépassant les 50.000 personnes, alors qu'un taux de croissance de 4 à 5% par an est requis au minimum. Même s'il y a un grand effort en la matière qui a été consenti ces dernières années, il reste que plus de 87% de postes d'emploi créés n'ont pas de valeur ajoutée (précaires). A titre d'exemple, depuis 2006, la part de l'emploi temporaire a régulé le marché local : 1.297 postes (ESIL), 4.600 (IAIG), et 1.406 formules TUPHIMO. En 2007, un volume de 37.281 postes d'emploi ont été générés par le FNDRA et le Programme de soutien à la croissance économique (PSCE). L'accès à l'emploi permanent reste un challenge hors portée, dans une wilaya où 32 communes sont classées en situation critique, soit 50% des collectivités de la région, selon un constat du programme des Nations unies pour le développement (PNUD), confirmé par l'Agence nationale de l'aménagement du territoire (ANAT). Alors que les responsables locaux tablent sur un taux de chômage à (-8%), en 2014, il est important de mettre en relief une offre sociale toujours en déphasage avec la contrainte de la main-d'œuvre en démultiplication effrénée. Une part infime des placements est couverte par l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (angem) en parallèle avec d'autres organismes, agences et structures sociales relevant du ministère de la Solidarité nationale et de la Famille, le dispositif d'aide à l'insertion professionnelle. (DAIP). Cela étant, le secteur de l'agriculture, qui occupe 88.811 personnes dont 72.952 constituent la main-d'œuvre permanente, reste un atout indéniable, au même titre que le potentiel industriel de 257 hectares, en plus des zones d'activité totalisant 710 lots dont 330 disponibles. Le secteur du tourisme n'est pas en reste ; un patrimoine tout à la fois archéologique, historique et artisanal luxuriant et à haute valeur ajoutée, qui ne perçoit pas encore des signes d'intérêt perceptibles, exceptée la célébration de la Journée du patrimoine.

A.Missoumi